



DÉCLARATION CSE DG SNCF RÉSEAU IDF

A Saint Denis, le 18 juin 2026

DÉCLARATION LIMINAIRE

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Le 10 juin dernier, dans l'unité syndicale, les cheminotes et cheminots ont répondu présents ! Ils étaient là, massifs et déterminés en Île-de-France comme partout dans le pays ! Une mobilisation aussi forte, qu'indispensable.

Car face à nous, le patronat du ferroviaire, la direction de la SNCF et le gouvernement tentent de nous étouffer, mais notre présence massive et notre grève ont prouvé que nous mettrons tout en œuvre pour qu'ils n'y parviennent pas !

Nous vivons dans un système où le capitalisme et la soif insatiable de profits des multinationales orchestrent les crises et se nourrissent des guerres.

De l'Ukraine au Moyen-Orient, ces conflits armés ne servent qu'à enrichir les fabricants d'armes et les géants du pétrole. Et pendant que leurs cours boursiers s'envolent, qui paie la facture ? C'est nous ! Ce sont les travailleurs ! Les prix du carburant explosent, les produits de première nécessité deviennent inabordables, les factures et les loyers s'envolent, et finir le mois est devenu une épreuve quotidienne pour les cheminots et plus largement pour les travailleurs.

Pendant ce temps, l'État coupe dans les budgets sociaux pour financer l'économie de guerre, et offre près de 89 milliards d'euros d'exonérations de cotisations au patronat en 2024. C'est autant d'argent qui devrait financer nos hôpitaux, nos écoles, nos services publics, nos retraites et notre sécurité sociale !

À la SNCF, le projet de démantèlement est total. La privatisation par la liquidation en filiales n'est pas une voie d'avenir, mais une catastrophe industrielle et une gabegie financière. D'un côté, les usagers en font directement les frais, les billets augmentent et certaines gares ne sont plus desservies, car les nouveaux opérateurs privés ne visent que la rentabilité, au mépris le plus total de l'aménagement du territoire et du besoin des populations.

De l'autre côté, pour nous, les cheminots, c'est le grand éclatement. En multipliant les filiales, la direction n'a qu'un but, attaquer de front nos garanties collectives, comme l'organisation et le temps de travail que nous avons construits au fil des décennies pour garantir la sécurité des circulations, des cheminots et des usagers. Elle détruit des emplois, sabote nos accords structurants, veut remettre en cause les 35 heures, précarise nos activités sociales et piétine nos conditions de travail uniquement pour développer le dumping social, la concurrence entre travailleurs !

Les conséquences de ces politiques ne se limitent pas à nos conditions de travail.

Elles se voient aussi dans le recul dramatique du fret ferroviaire. Depuis l'ouverture à la concurrence en 2006, présentée comme une prétendue solution miracle, le bilan est sans appel : le transport de marchandises par rail n'a cessé de reculer, des triages ont été fermés, des milliers d'emplois ont été supprimés et des trafics entiers ont été abandonnés au profit du tout-routier.

Cette concurrence n'a pas permis de développer le rail ; elle a au contraire organisé son affaiblissement au bénéfice des grands groupes privés et de la logique financière.

Pendant que les camions saturent les routes, aggravent la pollution et détériorent les infrastructures, les besoins des populations et les enjeux environnementaux sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité immédiate.

La CGT porte une autre ambition : réintégrer pleinement le fret ferroviaire au sein de l'entreprise historique de service public ferroviaire et en faire un véritable service public national du transport de marchandises.

Car le fret ferroviaire ne doit pas être organisé pour répondre aux exigences du capital et des actionnaires, mais pour répondre aux besoins de la population, de l'industrie, de l'aménagement du territoire et de la transition écologique.

Le rail est un bien commun. Il doit être développé, planifié et financé dans l'intérêt général. Nous refusons que le transport de marchandises soit abandonné aux lois du marché.

Nous voulons un fret public, intégré, au service des populations et des chargeurs !

C'est précisément face à ces attaques, qui visent à déstructurer le service public ferroviaire et nos conditions de vie et de travail, que la CGT porte une alternative de progrès social !

La CGT affirme que partout, dans nos trains, nos postes d'aiguillage, sur les voies, nos gares, nos triages et nos ateliers, le niveau d'exigence en matière de sécurité doit rester total.

Pourtant, la direction fait exactement l'inverse : les rythmes de travail en décalé comme le 2X8 et 3X8 se durcissent face aux logiques de rentabilité, la charge de travail et la charge mentale explosent et les suppressions de postes créent des zones de tension permanentes.

C'est pourquoi la CGT revendique haut et fort la semaine des 32 heures sans perte de salaire ! Passer aux 32 heures, c'est le seul moyen de compenser la pénibilité réelle et de limiter l'épuisement des horaires décalés, mais c'est surtout le levier indispensable pour embaucher massivement face aux sous-effectifs chroniques. Moins de temps à travailler, c'est appliquer le principe fondamental de partager le travail pour que tout le monde puisse vivre mieux ! Avoir du temps libre pour vivre autrement est une nécessité absolue.

Cette même logique d'austérité se retrouve sur nos fiches de paie. Les salaires sont en berne et les inégalités salariales ne cessent de se creuser, que ce soit entre les femmes et les hommes, ou entre contractuels et statutaires !

Pour en finir avec cette division, la CGT exige l'extension du régime spécial à tous les travailleurs de la branche et un nouveau statut unique : « Le nouveau statut du travail cheminot » !

Ce statut, c'est d'abord une grille unique des salaires pour toutes et tous, qui garantit une véritable progression de carrière et la reconnaissance des qualifications, de l'expérience et de l'ancienneté.

Ce statut, c'est aussi le pouvoir d'agir sur nos lieux de travail grâce à des Comités de proximité dotés de vrais moyens et de réelles prérogatives pour défendre notre santé et notre sécurité !

C'est également le droit fondamental au logement !

C'est, de plus, l'accès et le développement des activités sociales et culturelles, grâce à un financement à hauteur de 3 % de la masse salariale pour les actifs et de 1 % sur les pensions de retraités.

Enfin, ce statut unique, c'est le maintien et le développement des facilités de circulation pour l'ensemble des travailleurs de la branche ferroviaire. La CGT n'a de cesse de le répéter, la Direction fait pourtant la sourde oreille : Les facilités de circulation sont un droit, et nullement un avantage en nature !

Pour la CGT, l'obtention de ces nouveaux droits est à portée de main ! L'unité d'action fera plier Gouvernement et Direction !

Aujourd'hui, la politique de la direction SNCF ne fait pas qu'user, elle broie et elle tue.

La famille cheminote est, une fois de plus, cruellement endeuillée. Le mercredi 3 juin dernier, à 22h45, notre camarade, un agent SM Service Mécanique de l'Infrapôle Aquitaine, a perdu la vie, heurté par une circulation alors qu'il intervenait sur un chantier à Lormont. Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille, ses proches et ses collègues durement éprouvés. La CGT exige que toute la lumière soit faite, en totale transparence, sur ce drame affreux. Car nous le réaffirmons avec colère, personne ne doit perdre sa vie en la gagnant !

Ce drame s'ajoute à une situation déjà insupportable dans différentes entités, notamment à l'Équipement ou à la traction avec des accidents mortels ou graves et au bilan effroyable de 13 suicides depuis le début de l'année. La pression constante, les restructurations à marche forcée et la polyvalence de nos métiers poussent les cheminots à bout.

Et face à ce bilan humain catastrophique, que fait la direction ?

Elle continue de sabrer ! Elle supprime nos moyens de protection en cassant notre médecine intégrée. En trois ans, c'est moins 41 % d'infirmières et moins 12 % de cabinets médicaux !

Depuis plusieurs mois, la CGT alerte sans relâche sur la dégradation profonde des services médicaux de la SNCF. Des revendications claires et légitimes ont été portées à tous les niveaux et c'est dans ce contexte que la CGT a appelé au rassemblement des « blouses blanches » le 28 mai dernier pour leur maintien et leur développement.

C'est précisément cela, le « TOUS CHEMINOTS » ! Tout le monde a besoin de tout le monde pour faire société et pour construire le service public. C'est ce modèle intégré que la CGT défend corps et âme, un modèle unique où chacun sert à l'autre pour le bien de tous, aux antipodes des logiques d'éclatement, d'individualisation et de profit !

Pendant que la CGT revendique, porte la volonté de nouveaux droits, construit le rapport de force dans l'unité d'action la plus large, la Direction de la SNCF multiplie les provocations.

Non seulement elle refuse de reconnaître la pénibilité de nos métiers, mais elle pousse le cynisme jusqu'à exercer un chantage odieux, en exigeant que nous sacrifions notre santé dans l'espoir d'obtenir de simples miettes sur nos salaires !

Et pour tenter de nous faire avaler ces miettes, le jour même où nos blouses blanches manifestaient, le 28 mai dernier, la Direction mettait en scène son « Observatoire de la rémunération » pour expliquer aux Représentants du personnel, graphiques à l'appui, que les cheminotes et cheminots avaient « déjà été assez servi » et que la situation économique ne

permettrait pas d'aller plus loin ! Pire, la Direction nous demande de choisir entre nos conquies sociaux, notre santé, la CAA et notre salaire ! La CGT refuse ce chantage odieux ! Le droit de vivre dignement tout le mois et le droit de vieillir en bonne santé ne se négocient pas : La CGT exige les deux !

Derrière cette mise en scène, le projet de la Direction et du grand patronat est limpide ! Leur stratégie consiste à remplacer le salaire fixe et les augmentations générales par des primes aléatoires, non pérennes et entièrement soumises à des objectifs de rentabilité du capital. C'est le cas des dispositifs de participation, d'intéressement ou encore de la Prime de Partage de la Valeur (PPV).

Pour l'entreprise, le calcul est simple et cynique : moins de droits, plus de productivité et plus de polyvalence pour toucher une prime au lance-pierre.

À la SNCF, cette politique de rémunération aléatoire représente près de 600 millions d'euros par an qui échappent complètement aux cotisations sociales. Qu'il s'agisse des 179 millions versés au titre de l'intéressement en 2026 ou des 97 millions de la PPV, ces sommes ne créent aucun droit ni maintenant ni pour l'avenir. Le résultat de ce tour de passe-passe est sans appel, la part de notre salaire prise en compte pour le calcul de la pension s'effondre ! En clair, on nous vole sur nos salaires aujourd'hui, et on nous vole sur nos pensions demain !

Le patronat et le gouvernement s'engraissent mutuellement : en 2024, le montant total des exonérations de cotisations offertes aux entreprises a atteint le sommet astronomique de 88,9 milliards d'euros. Les patrons ont tout intérêt à bloquer nos salaires au plus bas pour empocher un maximum d'exonérations, pendant que le déficit de la Sécurité sociale se creuse. Si cet argent retournait là où il doit être, nous pourrions financer le 100 % Sécu et le retour à la retraite à 60 ans, et dès 50 et 55 ans pour notre régime spécial !

C'est pourquoi la CGT refuse les faux discours, les primes aléatoires et les manipulations patronales. Face à ce hold-up, la CGT exige une augmentation générale des salaires immédiate d'au moins 12 %, une grille unique des salaires pour tous les cheminots permettant une véritable progression salariale et la reconnaissance des qualifications, de l'expérience et de l'ancienneté. La CGT exige en outre un 13e mois pour toutes et tous, et l'indexation automatique des salaires sur les prix pour ne plus subir l'inflation.

L'offensive du grand patronat ne s'arrête hélas pas à l'asservissement de la classe laborieuse ! Il avance main dans la main avec l'extrême droite afin d'imposer des projets rétrogrades, réactionnaires et libéraux, et lorsqu'ils ne parviennent pas à convaincre, ils choisissent de passer par la force et par la violence !

Cette connivence funeste entre la droite extrême et le Medef n'est pas nouvelle, mais elle s'affiche aujourd'hui de manière décomplexée, avec la volonté claire de détruire la CGT et plus largement tous celles et ceux qui luttent. L'histoire nous l'a appris : le fascisme n'est que la phase extrême du capitalisme. Partout en France, pour faire taire les voix dissonantes, le pouvoir et le patronat multiplient les procédures bâillons, les attaques et les mises en examen. C'est cette même logique répressive qui criminalise l'action syndicale et qui s'acharne jusqu'à mettre en examen notre Secrétaire Générale, Sophie Binet, simplement pour avoir dénoncé la violence patronale ! Et la répression frappe tout aussi durement celles et ceux qui se lèvent courageusement contre la surenchère guerrière, sous les bombes, et contre les gouvernements génocidaires. Quand le

capitalisme n'a plus d'arguments, il ressort les vieilles méthodes de l'extrême droite : le bruit des bottes, la peur, et la matraque judiciaire !

Et cette politique de la terreur, la direction de la SNCF l'exploite aujourd'hui jusqu'au trognon ! Pour passer en force ses projets destructeurs de filialisation et de privatisation, elle installe une véritable politique de répression à l'encontre de tous ceux qui auraient des voix dissonantes. Elle est prête à tout pour anéantir les droits historiques des cheminots. Pressions managériales, sanctions disciplinaires injustifiées, dossiers montés de toutes pièces et recours à des cabinets extérieurs et enquêtes éthiques qui ne servent qu'à fliquer les agents et à monter des cabales en sous-main contre les militants ! Tout cela n'a qu'un seul but, instiller la peur, isoler les cheminots et faire baisser la tête à tous ceux qui se battent, pour brader le rail, sans résistance !

Mais retenez bien ceci : jamais, dans l'histoire, la CGT n'a baissé la tête, même dans les périodes les plus sombres, et ce ne sont pas les méthodes de barbouzes si plébiscitées actuellement par la classe dirigeante qui feront plier la CGT et ses militantes et militants ! Aujourd'hui, comme hier, notre détermination est intacte !

« Quand l'injustice devient loi, la résistance devient un devoir » !

Enfin et pour terminer, la CGT vient de vivre son 54e Congrès confédéral dans une période où les travailleuses et les travailleurs subissent les conséquences d'un capitalisme toujours plus brutal, où l'extrême droite prospère sur les reculs sociaux et les divisions. De ce grand moment démocratique, avec des débats intenses et riches, des votes... il ressort un message puissant : la CGT a choisi le rassemblement, la cohérence et l'offensive syndicale !

La CGT porte une vision de société fondée sur l'égalité, la justice sociale, la paix, la démocratie et l'émancipation humaine. Là où l'extrême droite divise, elle rassemble. Là où le patronat oppose les travailleurs entre eux, elle construit le collectif. Là où certains veulent imposer la loi du plus fort, elle défend les droits de toutes et tous.

Parce que rien n'est jamais écrit d'avance.

Parce que l'histoire sociale l'a démontré à maintes reprises.

Parce que la meilleure des sécurités reste la solidarité.

Et parce que lorsque les travailleurs s'organisent, se rassemblent et luttent ensemble, ils peuvent changer le cours des choses.

Merci de votre attention.